Les élections législatives des 12 et 19 mars 1978 sont une occasion formidable d'en finir avec le pouvoir actuel, de chasser le gouvernement Giscard/Barre.

Travailleuses, travailleurs,

Sauf en ce qui concerne l'accentuation de l'exploitation et de la répression, ce régime a, sur tous les plans, fait faillite.

Depuis 1970 les prix ont augmenté en moyenne de 90 %, en 1977 notre pouvoir d'achat a reculé de 3 % en moyenne, de 5 % dans le secteur public et nationalisé. Le chômage touche 1,5 million de travailleurs et de travailleuses. Surtout les femmes et les jeunes qui sont les premiers touchés par les suppressions d'emplois. L'angoisse du licenciement ou de l'embauche introuvable devient un état permanent.

L'austérité pour les travailleurs. Barre nous assure qu'elle est un devoir national. Son sens du devoir ne va cependant pas jusqu'à l'imposer aux patrons : en 1977 les profits ont augmenté de 29 % pour Thomson-Brandt, de 120 % pour Shell France, de 105 % pour Peugeot, de 85 % pour Citroën... La liste est longue.

L'austérité s'accompagne d'une politique répressive constante par le biais des licenciements, par l'intervention de la police ou des nervis du patronat dans les entreprises occupées. Les immigrés sont parmi les plus visés. Au racisme « ordinaire » s'ajoutent maintenant les mesures Stoléru et la création de centres d'internement !

La répression c'est aussi la chasse aux jeunes, c'est l'expulsion, au mépris du droit d'asile, de l'avocat Klaus Croissant. La répression c'est, dans l'armée, l'interdiction de tous les droits démocratiques, la guerre d'usure menée contre les paysans (Larzac) pour les contraindre à céder leurs terres aux militaires. La répression c'est les opérations « coup de poing », les barrages et le quadrillage pour, paraît-il, retrouver Empain.

Le régime capitaliste une fois de plus connaît une crise mondiale. La bourgeoisie compte bien comme à l'habitude nous en faire payer le prix.

Les hommes au pouvoir créent donc l'insécurité pour justifier le développement des forces de répression. Le climat de peur que la bourgeoisie cherche à étendre, c'est elle qui l'éprouve à l'approche des élections, devant la force sociale toujours plus grande des travailleurs, des partis et des syndicats qui les représentent.

Ce régime bourgeois, il faut le jeter bas, il faut s'en débarrasser au plus vite car l'austérité, la répression n'en sont qu'à leur début, plus ce régime dure, plus il va devenir dangereux.

Les 12 et 19 mars 1978 il faut battre les hommes du patronat.

Pas une seule voix de travailleuse et de travailleur aux partis au pouvoir !

Mais pour vaincre, nous devons nous unir. Il faut l'unité des travailleurs. Il faut l'unité des deux principaux partis ouvriers, le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Cette unité s'est rompue sur le programme commun. Pourquoi ? Parce que l'Unité reposait sur une équivoque, sur un programme de collaboration de classe, elle ne pouvait pas résister à la situation de crise du capitalisme.

Les **Comités Communistes pour l'Autogestion ne sèment aucune illusion**. Ils disent clairement que l'Unité Ouvrière ne peut être solide et durable que sur une base anticapitaliste refusant la collaboration ouvriers et patrons.

Que le P.C. et le P.S. ne soient pas d'accord entre eux et fassent campagne sur des propositions, des revendications différentes, cela est normal. Sinon il n'y aurait qu'un seul parti. La classe ouvrière, les jeunes, les femmes ne veulent pas d'unité factice.

Mais nous savons que si nous ne frappons pas ensemble, nous ne parviendrons pas à vaincre le pouvoir de la bourgeoisie.

L'UNITE EST NECESSAIRE

Pour y parvenir il faut que tous les travailleuses et travailleurs participent au débat et à l'action.

Il faut que le P.C. et le P.S. organisent ensemble des **Comités unitaires d'action à la base** où socialistes, communistes, révolutionnaires et syndicalistes débattront et agiront.

C'est la seule voie pour que le P.S. ne tourne pas à droite comme dans le passé et gère la crise. C'est la seule façon d'empêcher le P.C.F. de faire « l'Union nationale » et d'imiter le P.C. italien et le P.C. espagnol qui acceptent l'austérité avec les patrons toujours en place.

Si nous parvenons à imposer l'Unité du Parti Communiste et du Parti Socialiste sur une base anticapitaliste, **tout devient possible !** Leur Front Unique, un gouvernement PC/PS peut naître sans ministres capitalistes. Mais la seule garantie en est **la mobilisation des travailleurs sur le terrain des luttes de tous les jours.**

- C'est pour dire cela, préparer cette mobilisation, montrer les chemins véritables de l'Unité Ouvrière, commencer à réaliser l'unité de ceux qui luttent consciemment pour la victoire du Socialisme d'Autogestion que se présentent les candidats des

COMITES COMMUNISTES POUR L'AUTOGESTION

- L'autogestion voilà le but. Voilà le sens du véritable socialisme, celui qui n'a rien à voir avec celui de Brejnev.
- L'autogestion socialiste c'est l'aspiration, l'idéal de tous ceux qui ont applaudi à l'audace des « LIP » quand ils ont décidé de se passer de patron pour travailler.
- L'autogestion socialiste c'est la fin du travail aliéné, du travail imposé, non choisi par la communauté démocratique des travailleurs.
- C'est mener la lutte sur la base du Front Unique de tous les opprimés, travailleurs, jeunes, femmes, minorités nationales, homosexuels, en acceptant leur diversité.

- Non à l'austérité, non à la gestion de la crise !
- La seule solution c'est : rompre avec la logique capitaliste et satisfaire les revendications des travailleurs, des jeunes, des femmes, des minorités nationales.
- C'est le SMIC à 2 400 F pour tous : ouvriers, paysans, jeunes et vieux. C'est la lutte pour les 3 000 F comme le demandent à Renault CGT et CFDT.
- C'est la semaine de travail à 35 h immédiatement pour commencer à vivre autrement et répartir le travail entre tous les ouvriers. C'est interdire tout licenciement.
- C'est la lutte contre la hiérarchie des tâches et des fonctions et pour un éventail des salaires et revenus de 1 à 3.
- Contre l'inflation, c'est l'échelle mobile des salaires et le contrôle des coûts à la production qu'il faut imposer.
- A l'armée, c'est la lutte pour les droits démocratiques, pour un syndicat de soldats.

Pour changer la vie vraiment, pour Vivre autrement, il faut remettre en cause la production qui ne vise que le profit et renforce le gaspillage. Stop au nucléaire civil et militaire. Il faut réorganiser la production en la réorientant sur la base des besoins sociaux ; **nationalisation sous gestion ouvrière des secteurs clés de l'économie** et des entreprises dont les travailleurs le souhaitent.

- A la campagne, la terre à ceux qui la travaillent. Nous exigeons la transformation des SAFER en Office foncier louant la terre à ceux qui en ont besoin sous contrôle d'assemblées communales, cantonales, régionales. Exigeons l'abrogation de toutes les taxes décidées dans le cadre du marché commun agricole et la mise en place d'une réforme agraire permettant un nouveau marché agricole européen dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Voilà ce que veulent les Comités Communistes pour l'Autogestion !

- Le 12 mars 1978, Votez pour les candidats des Comités Communistes pour l'Autogestion, qui se présentent sous l'étiquette unitaire commune aux trois organisations révolutionnaires (CCA, LCR, OCT).

« POUR LE SOCIALISME LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS »

- Le 19 mars 1978, au second tour, il faudra battre les hommes de la bourgeoisie et **voter pour le candidat ouvrier (PC et PS) placé en tête au 1er tour.**

Nulle dérogation à la règle n'est acceptable. **L'unité doit s'imposer.** Et c'est dès le 1er tour qu'il faut affirmer le désistement réciproque.

Ceci afin que triomphe une majorité PC/PS qui devra former un gouvernement anti-capitaliste, mettant au rencart GISCARD et sa constitution, et prenant les mesures anti-capitalistes les plus urgentes.

COMITES COMMUNISTES POUR L'AUTOGESTION

« POUR LE SOCIALISME LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS »

Supplément à ***Commune*** n° 11
4, rue Gandon - 75013 Paris.

VU, LE CANDIDAT.